LE REGARD

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES

Contact : +234 821366666/822950000 Site: www.leregard.info Prix Kinshasa: 2500Fc

N° RCCM : CD/KNG/RCCM/20-B-01232 ID.NAT : 01-83-N61739N N°D'IMPôT : A2034863S

KABILA, AFDL ET FRN

Jeannot Tshoha, le retour des vieux démons de l'histoire

P2







REACTION SUR LE FRONT DE LA REFONDAATION DE LA NATION

«Fayulu a déjà tout dit...»

P3





Shabani interdit les activités du PPRD et de 12 autres partis

P4

Kabila, AFDL et FRN: Jeannot Tshoha décrypte le retour des vieux démons de l'histoire et propose une offensive diplomatique







La crise politique et sécuritaire en République démocratique du Congo semble ramener le pays à ses vieux démons. Dans une tribune intitulée «Kabila, l'AFDL et le retour du refoulé», publiée le 13 octobre 2026, le Dr Jeannot Tshoha Letamba, ex-ambassadeur de la RDC en Allemagne et au Gabon, expert en géopolitique et géostratégie, propose une lecture historique de l'engagement de Joseph Kabila à la tête du Front pour la refondation de la nation -FRN-.

«Ce que le Président Félix Tshisekedi alertait dès 2024, ce que le Trésor américain sanctionnait en mars 2026, Joseph Kabila vient de le confirmer lui-même, à visage découvert : il prend la tête d'une rébellion armée et scelle, par les hommes qu'il place à ses côtés, sa filiation directe avec l'agression que subit l'Est du pays. C'est à cette triple lumière, historique, géoéconomique et institutionnelle qu'il convient désormais de penser la réponse de Kinshasa», estime le diplomate. Pour lui, cette nouvelle séquence ne peut être comprise sans revenir sur les crises qui ont jalonné l'histoire congolaise depuis l'indépendance de 1960. De la sécession katangaise à la chute du régime Mobutu en 1997, en passant par l'accession au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila à la tête de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo -AFDL-, une constante se dégage : la difficulté à consolider une autorité étatique capable de s'imposer durablement sur l'ensemble du territoire. Le diplomate congolais voit ainsi dans la trajectoire politique de Joseph Kabila la résurgence d'une contradiction historique, celle d'un pouvoir conquis par les armes et de la tentation de recourir à celles-ci pour le reconquérir.

Mais, au-delà de la rivalité entre Joseph Kabila et Félix Tshisekedi, l'enjeu est aussi économique et géostratégique. L'Est congolais se trouve au cœur des chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais stratégiques, notamment le coltan et le cobalt, indispensables aux industries électroniques et à la transition énergétique.

Dans ce contexte, l'insécurité ne constitue pas seulement une crise humanitaire et territoriale: elle soulève également la question du contrôle des ressources, de leurs circuits de commercialisation et des réseaux susceptibles de tirer profit de l'instabilité. Jeannot Tshoha pense que Kinshasa doit transformer cette richesse minière en véritable levier de puissance diplomatique, notamment à travers ses partenariats stratégiques avec les États-Unis. Toutefois, cette ambition exige des réformes concrètes en matière de transparence, de lutte contre la corruption et de traçabilité des minerais: «La souveraineté ne se proclame pas uniquement dans les discours. Elle se démontre aussi par la capacité de l'État à contrôler ses ressources et à défendre ses intérêts dans les rapports de force internationaux». Sur le terrain diplomatique, il invite les autorités congolaises à mobiliser davantage les mécanismes africains de prévention des changements anticonstitutionnels de gouvernement. «Internationaliser le dossier sur le double terrain de la norme anti-putsch et du droit des conflits : saisir formellement le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour faire qualifier le FRN de tentative de changement anticonstitutionnel de gouvernement, et porter ce même dossier devant la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, au titre du Pacte de 2006 sur la sécurité, la stabilité et le développement, avec les conséquences qui s'y attachent pour les soutiens extérieurs du FRN», propose-t-il. Et d'ajouter: «Renforcer nos postes diplomatiques et consulaires : les pourvoir des moyens et, surtout, de personnalités loyales, rompues à l'exercice de la diplomatie en temps de crise et pleinement conscientes de tout ce qu'elles représentent en pareille circonstance, car la portée de toute offensive diplomatique dépend d'abord de la qualité et de la fiabilité de ceux qui sont chargés de la porter sur le terrain». La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, ainsi que les instruments régionaux de sécurité dans les Grands Lacs, selon lui, pourraient servir de fondement à une démarche visant à internationaliser le dossier du FRN. «On ne démobilise pas un homme qui s'estime encore légitimement président ; on ne négocie pas sa réinsertion comme celle d'un combattant ordinaire. Le FRN, en se donnant Kabila pour visage, complique ainsi par avance toute sortie de crise négociée selon les schémas habituels», soutient-il.

L'objectif serait de dépasser le seul face-à-face entre Kinshasa et Kigali pour replacer la crise dans le cadre des obligations régionales relatives à la souveraineté des États et au soutien éventuel apporté aux groupes armés. Une telle stratégie suppose cependant un dossier juridiquement solide, étayé par des éléments vérifiables, ainsi qu'une diplomatie congolaise mieux outillée et capable de mobiliser durablement ses partenaires. Car, dans les relations internationales, la légitimité d'une cause ne suffit pas: encore faut-il savoir la défendre avec méthode, constance et crédibilité. L'analyse de Jeannot Tshoha Letamba ne s'arrête pas aux fronts militaire et diplomatique. Elle met également en évidence deux fragilités internes: la nécessité de professionnaliser les Forces armées de la RDC et l'urgence de répondre aux attentes d'une jeunesse confrontée au chômage et au manque de perspectives. Une armée républicaine doit sa cohésion à des institutions solides, à une chaîne de commandement claire et à une loyauté envers la nation plutôt qu'à des calculs politiques. De même, aucune stratégie sécuritaire ne peut durablement réussir si les conditions sociales qui favorisent le recrutement dans les groupes armés restent intactes. La restauration de l'autorité de l'État passe donc aussi par l'emploi, l'éducation, la reconstruction des territoires affectés par les conflits et le retour effectif des services publics. À défaut, les rébellions risquent de se succéder sans que disparaissent les mécanismes qui les alimentent. «Tant que l'État ne fera pas de l'écoute et de la réponse aux attentes de la jeunesse une priorité de gouvernance à part entière et non un supplément social, chaque rébellion, qu'elle s'appelle AFC, M23 ou FRN, retrouvera sans peine ses bataillons», prévient-il.

En définitive, cette tribune de l'ancien Chef de la diplomatie congolaise en Allemagne pose une question fondamentale: la RDC parviendra-t-elle à rompre avec ce cycle historique dans lequel les armes s'imposent périodiquement comme instrument de conquête ou de reconquête du pouvoir? La réponse ne réside ni dans la seule condamnation des adversaires du régime ni dans une approche exclusivement militaire. Elle exige une stratégie globale associant défense du territoire, justice, diplomatie, gouvernance économique et refondation institutionnelle. Le dialogue politique, évoqué comme une issue possible à la crise, ne saurait toutefois signifier l'abandon des principes constitutionnels ni la banalisation de la violence armée. Il doit permettre de construire une paix durable, fondée sur la souveraineté nationale et la légitimité des institutions. Comme le suggère Jeannot Tshoha, le véritable défi de Kinshasa est de transformer les ressources du pays en leviers de puissance et de faire en sorte que l'État de droit ne demeure pas une ambition juridique, mais devienne une réalité vécue sur l'ensemble du territoire national.

René Kanzuku

www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -www.leregard.info -

Crise politique en RDC: «Fayulu a déjà tout dit», répond Prince Epenge

Alors que la création du Front pour la refondation de la nation -FRN- par l'ancien président Joseph Kabila suscite des réactions dans la classe politique congolaise, le silence de Martin Fayulu sur cette nouvelle initiative continue d'alimenter les interrogations. Face à la presse ce jeudi 15 octobre à Kinshasa, Prince Epenge, porte-parole de la coalition Lamuka et président de l'ADD-Congo, a défendu la position de son leader, estimant que celui-ci s'est déjà exprimé sur les principales crises qui secouent la République démocratique du Congo. «Fayulu a déjà tout dit. Il a tout proposé. Fayulu a conseillé tout le monde, allez-y consulter ses archives», a-t-il déclaré, appelant l'opinion à la patience. Il a toutefois annoncé que le président de l'ECiDé prendra prochainement la parole pour clarifier sa position.



Selon lui, cette attente ne doit pas être interprétée comme une esquive, Fayulu ayant déjà défendu ses positions sur la guerre, les élections et le dialogue national inclusif. Dans un contexte marqué par les tensions politiques et la persistance de l'insécurité dans l'Est du pays, Prince Epenge a réaffirmé le rejet de Lamuka du recours aux armes comme moyen de conquête ou de reconquête du pouvoir. «La voie des armes est une voie sans issue. Autant que la voie du changement de Constitution est une voie suicidaire», a-t-il martelé, mettant également en garde contre toute initiative de modification de la loi fondamentale.

Pour le porte-parole de Lamuka, la priorité doit rester la recherche d'une solution politique à travers un dialogue national inclusif, capable de réunir les différentes forces du pays et de préserver son unité. Il a insisté sur le fait que le refus de la lutte armée ne traduit pas un manque de courage, mais plutôt l'attachement de Martin Fayulu au peuple congolais et à l'intégrité territoriale. Alors que Joseph Kabila vient de lancer le FRN, la prochaine prise de parole annoncée de Fayulu est ainsi attendue pour préciser davantage la lecture de l'opposant face à cette nouvelle donne politique et sécuritaire.

RK

Jacquemain Shabani interdit les activités du PPRD et de 12 autres partis

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Jacquemain Shabani Lukoo, a ordonné l'interdiction des activités du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie -PPRD- de l'ancien président Joseph Kabila, ainsi que de douze autres formations politiques sur l'ensemble du territoire national. La décision, contenue dans un message officiel adressé aux gouverneurs de province le jeudi 15 octobre 2026, leur enjoint de prendre, «toutes affaires cessantes», les dispositions nécessaires pour assurer son application. La correspondance a également été transmise, pour information, à la présidence de la République, à la Primature, à la Police nationale congolaise -PNC-, à l'Agence nationale de renseignements -ANR- et à la Direction générale de migration -DGM-.

Outre le PPRD, la mesure concerne le Leadership et gouvernance pour le développement -LGD- de Matata Ponyo, PISTE-E de Seth Kikuni, l'Alliance pour l'alternance et le progrès -AAP- de Théophile Mbemba, l'Union démocratique africaine originelle -UDA originelle- de Claudel Lubaya, le Mouvement du peuple congolais pour la République -MPCR- de Jean-Claude Vuemba, l'Alliance des travaillistes pour le développement -ATD- de José Makila, le Parti national pour la nouvelle énergie du Congo -PNEL- de Michel Mwika Banza, le Mouvement Lumumbiste progressiste -MLP- de Franck Diongo, l'Union des patriotes congolais -UPC- de Thomas Lubanga, Action pour la dignité du Congo et son peuple -ADCP- de Corneille Nangaa, la Convention des fédéralistes pour la démocratie chrétienne -COFEDEC- de Filia Tshipasa et Actions alternatives pour la renaissance du Congo -AARC- d'Élysée Minembwe.

Cette décision intervient dans un contexte politique marqué par l'annonce, le 12 octobre à Goma, de la création du Front pour la refondation de la nation -FRN-, un mouvement politico-militaire placé sous la direction de Joseph Kabila. Toutefois, le document du ministère de l'Intérieur ne fait pas explicitement référence à la création de cette plateforme. Il ne précise pas non plus les motifs détaillés, la durée ni le fondement juridique de l'interdiction. La mesure porte sur les activités des treize formations politiques.

Le Regard





www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -www.leregard.info -

Tshisekedi réunit le Conseil supérieur de la Défense et donne des instructions aux FARDC

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a présidé, ce mercredi 14 octobre 2026, à la Cité de l'Union africaine, à Kinshasa, une réunion du Conseil supérieur de la Défense consacrée à l'évaluation de la situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire national.



Cette rencontre a réuni notamment la Première ministre, le vice-Premier ministre chargé de la Défense nationale et des Anciens Combattants, ainsi que les responsables des services de défense et de sécurité.

Au cours de cette réunion stratégique, le Chef d'état-major général des Forces armées de la République démocratique du Congo a présenté le bilan de la situation opérationnelle des unités déployées sur les différents théâtres d'opérations.

À l'issue des travaux, le porte-parole des FARDC, le général Sylvain Ekenge, a indiqué que le Chef de l'État, en sa qualité de commandant suprême des forces armées, avait donné des instructions précises aux militaires et aux services de sécurité.

Celles-ci visent à leur permettre d'assurer pleinement leur mission de défense de l'intégrité territoriale et de protection des populations civiles et de leurs biens.

Cette réunion intervient dans un contexte sécuritaire préoccupant pour la RDC, particulièrement dans sa partie orientale, où les affrontements armés et les activités des groupes armés continuent de menacer la sécurité des populations.

La persistance de la crise dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, sur fond de tensions régionales et de démarches diplomatiques en faveur d'un règlement du conflit, constitue un défi majeur pour les autorités congolaises.

Dans ce contexte, l'évaluation des opérations militaires et les nouvelles instructions données à la chaîne de commandement apparaissent comme des éléments importants du dispositif sécuritaire national.

Reste à observer leur traduction sur le terrain, notamment en matière de protection des civils, de sécurisation des zones affectées par les conflits et de défense de l'intégrité territoriale.

Schilo T.

JOURNÉES PÉDAGOGIQUES

Espérance Bayedila mise sur l'image et la crédibilité de l'UNISIC

La Rectrice de l'Université des sciences de l'information et de la communication -UNISIC-, la professeure Espérance Bayedila Bakanda Tshimungu, a ouvert, jeudi 15 octobre 2026, les Journées pédagogiques de son établissement, organisées sur deux jours, les 15 et 16 octobre, à Kinshasa sous le thème: «l'enseignant-chercheur face aux exigences du Plan Stratégique 2026-2030: Excellence académique, Éthique et Production scientifique à l'UNISIC». Dans son mot d'ouverture, elle a placé ces assises sous le signe de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, de la rigueur scientifique et de l'éthique académique. Cette rencontre constitue, selon elle, une occasion pour la communauté universitaire d'évaluer les réformes engagées, de tirer les leçons de l'année académique écoulée et de définir des perspectives d'amélioration.

L'enjeu est de bâtir l'image et la crédibilité de l'UNISIC, conformément aux ambitions de son plan stratégique quinquennal 2026-2030. Parmi les avancées majeures enregistrées, la rectrice a notamment cité l'accréditation de l'école doctorale, qu'elle considère comme une étape importante dans le développement de la recherche et de la formation doctorale en République démocratique du Congo. Elle a également mis en avant la réforme structurelle de l'université, marquée par le passage de cinq à deux facultés et de 17 à cinq départements. Cette réorganisation vise à rationaliser le fonctionnement de l'établissement et à améliorer son efficacité académique.

Tout en réaffirmant l'ambition de porter progressivement l'UNISIC à cinq facultés, la prof Espérance Bayedila a souligné la nécessité d'avancer de manière réaliste, en tenant compte des ressources disponibles, des défis et des capacités institutionnelles. Au-delà de ces transformations, la Rectrice a insisté sur le rôle central de l'enseignant-chercheur dans la réalisation de la mission universitaire. Elle a rappelé que l'excellence académique, l'éthique et la production scientifique constituent des exigences indissociables pour garantir la qualité de la formation et le rayonnement de l'institution. Elle a, à cet effet, encouragé les enseignants à renouveler leurs connaissances, à intensifier leurs travaux de recherche et à contribuer à la production de nouveaux savoirs. À l'en croire, les grades et les titres universitaires ne prennent pleinement leur sens que lorsqu'ils s'accompagnent d'un travail intellectuel continu, de publications pertinentes et d'un engagement en faveur de la rigueur scientifique.

En tant qu'établissement spécialisé dans les sciences de l'information et de la communication, l'UNISIC est également appelée à jouer un rôle majeur face aux défis contemporains liés à la désinformation, à la manipulation des discours et à la fragilisation du débat public. Mme Bayedila a ainsi plaidé pour une université capable de développer une pensée critique sur les pratiques informationnelles et communicationnelles, tout en assumant pleinement sa responsabilité envers la société congolaise. Les travaux de ces journées pédagogiques s'articulent autour de l'éthique, de la didactique et de l'assurance qualité pour la première journée, puis des enjeux de la recherche, de la production scientifique, du suivi et de l'évaluation pour la seconde.

À l'approche de l'année académique 2026-2027, la Rectrice a invité les membres des corps académique et scientifique à traduire les réflexions de ces assises en actions concrètes. Elle a insisté sur la nécessité de formuler des recommandations pertinentes, réalistes et susceptibles de faire l'objet d'un suivi, afin que les conclusions ne restent pas de simples déclarations d'intention. Pour Espérance Bayedila, la crédibilité d'une université ne se décrète pas, mais se construit à travers la qualité des enseignements, l'intégrité de la recherche et le sens des responsabilités de chacun. Elle a ainsi appelé toute la communauté universitaire à conjuguer ses efforts pour consolider les acquis et faire du plan stratégique 2026-2030 un véritable levier de transformation et de rayonnement de l'UNISIC.

RK





www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -www.leregard.info -

UNISIC: le Prof Georges Wawa interpelle les enseignants sur l'éthique, l'humilité et le respect des étudiants

L'éthique professionnelle, les valeurs morales et l'adaptation aux nouvelles technologies ont été au centre de l'intervention du professeur Georges Jérémie Wawa Mozanimu, Secrétaire académique de l'Université des sciences de l'information et de la communication -UNISIC-, lors de la première journée des Journées pédagogiques 2026-2027, organisée ce jeudi 15 octobre dans l'enceinte de cet établissement universitaire.

Premier intervenant de ces assises placées sous le thème «L'enseignant-chercheur face aux exigences du Plan stratégique 2026-2030 : Excellence académique, Éthique et Production scientifique à l'UNISIC » qui se tiennent jusqu'au vendredi 16 octobre, le Prof Wawa a développé une réflexion sur «l'éthique de l'enseignant-chercheur pour contribuer à l'assainissement des secteurs de la formation et de la recherche de l'UNISIC ». À cette occasion, l'Académique Georges Wawa a invité ses collègues à actualiser leurs connaissances et à s'adapter aux évolutions technologiques, tout en accordant une attention particulière à la qualité de leur comportement professionnel et aux valeurs transmises aux étudiants.

Insistant sur la nécessité de faire de l'éthique un pilier de l'enseignement supérieur, le Secrétaire académique de l'UNISIC a rappelé que l'enseignant-chercheur doit incarner un modèle de comportement pour ses apprenants. Il a notamment plaidé pour l'humilité, la patience, la compassion et le respect des opinions divergentes. «L'enseignant-chercheur doit s'interdire de considérer ce qu'il dit comme une parole d'évangile. Il doit accepter la divergence et la contradiction», a-t-il souligné, mettant en garde contre toute attitude visant à imposer systématiquement son point de vue.

Le M. Wawa a également insisté sur la nécessité de respecter la mentalité, les coutumes et les croyances des étudiants, sans rejeter leurs expériences personnelles ou familiales. Il a, par ailleurs, encouragé la transmission de valeurs telles que la vérité, l'honnêteté et la justice, en dénonçant notamment le plagiat et la tricherie, susceptibles de compromettre le développement intellectuel des apprenants. Cette intervention s'inscrit dans la réflexion engagée par l'UNISIC sur l'amélioration de la formation et de la recherche, conformément aux ambitions de son Plan stratégique 2026-2030.

RK






Jambo festival
JAMBO
Festival
3ème EDITION
3ème EDITION
PROGRAMME
EXPOSITION
DINER DE GALA
SÉANCE NETWORKING
CONCOURS
REMISE BREVET
RANDONÉE TOURISTIQUE
CONTACT :
+243 823 428 052
+243 811 486 331
18 OCT
MUSÉE NATIONAL DE LA RDC
GRATRUIT
DE 10H00 À 1
24 OCT
AMANI ECO-PARK (MITENDI)
25$
DEPART: 07H00

www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -www.leregard.info -

Me Hervé Diakiese se retire temporairement du parti de Katumbi

Le porte-parole d'Ensemble pour la République, dirigé par Moïse Katumbi, a sollicité un retrait temporaire de ses fonctions à travers une correspondance adressée au président de cette formation politique.



Dans sa lettre, il explique que ses activités professionnelles d'avocat l'amènent à comparaître de plus en plus fréquemment en Europe dans des procédures qu'il qualifie de particulièrement sensibles.

Selon lui, sa visibilité politique pourrait créer une confusion susceptible d'exposer les dossiers de ses clients à des interprétations ou à une exploitation politique.

Soucieux de préserver l'intégrité de ces procédures, dont certaines seront davantage exposées au public, il estime nécessaire de prendre ses distances avec ses responsabilités politiques pendant cette période.

Dans sa démarche, le porte-parole demande à Moïse Katumbi de prendre les dispositions nécessaires pour pourvoir à son remplacement, afin de lui permettre d'exercer sa profession d'avocat en toute sérénité.

Il tient toutefois à exprimer sa reconnaissance au président d'Ensemble pour la République pour la confiance placée en lui, rappelant l'honneur qu'il a eu de porter la parole du parti depuis la campagne électorale de Moïse Katumbi jusqu'à son exil.

Cette demande de retrait temporaire intervient ainsi dans un contexte où l'intéressé souhaite éviter toute interférence entre ses engagements politiques et ses activités professionnelles, sans annoncer pour autant une rupture avec sa famille politique.

Hervie Kiala

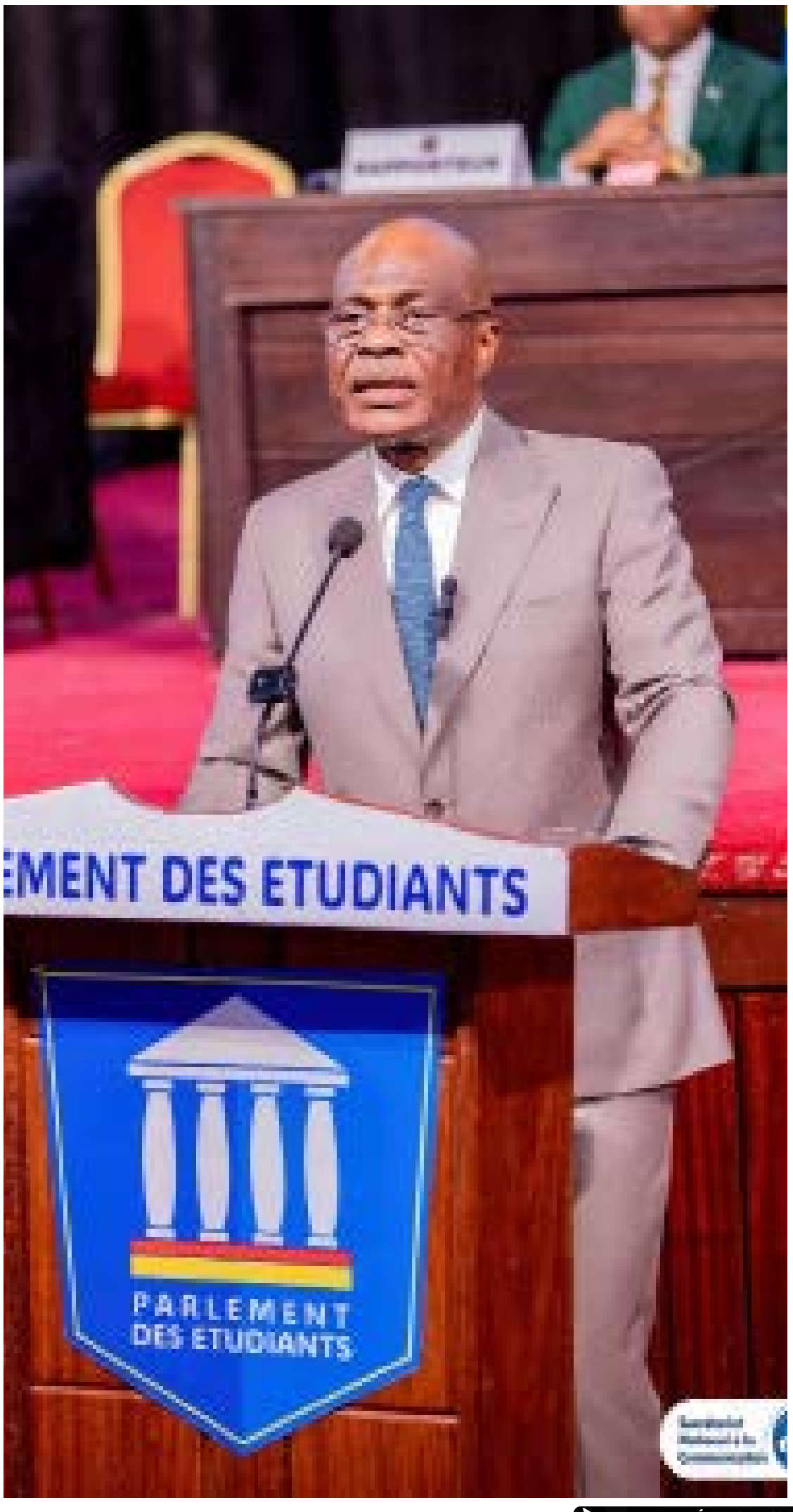



MEGA RANDONNÉE TOURISTIQUE
JAMBO
Festival
CE QUI EST INCLUS :
- TRANSPORT
- ALLER-RETOUR
- VISITE ANIMAUX
- SAFARI
- RAFRAÎCHISSEMENTS
- PHOTOS ET VIDÉOS
- GUIDE TOURISTIQUE ET ACCUEIL
PAF : 25$
SITE : AMANI ECO-PARK (MITENDI) À 07H00
SAM. 24 OCTOBRE 2026
07H00
LIEUX D'EMBARQUEMENT :
- UPN : ARRÊT KINOU
- CITÉ VERTE : TRIANGLE /BOULANGERIE
- MONGAFULA : ARRÊT GRAND HÔTEL

www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -www.leregard.info -

Fayulu appelle à investir dans la jeunesse

La paix en République démocratique du Congo doit aller au-delà de l'absence de conflits armés pour devenir un véritable moteur de développement. C'est le message défendu par Martin Fayulu Madidi, mardi 6 octobre 2026, lors d'une session extraordinaire du Parlement des étudiants de Kinshasa, organisée dans la grande salle de spectacle du Centre culturel Boboto, à Gombe.



Aux côtés du Docteur Denis Mukwege et de l'écrivain Didier Mumengi, le Président de l'ECiDé est intervenu autour du thème général: «Conscience historique nationale, justice, mémoire et paix en République démocratique du Congo». Dans son exposé consacré à «La paix comme levier du développement en RDC: diagnostic et pistes de solutions», Martin Fayulu a particulièrement insisté sur les faiblesses du système éducatif congolais, notamment dans la formation scientifique et technologique. Pour illustrer son propos, il a comparé le nombre d'ingénieurs formés annuellement dans plusieurs pays à la situation de la RDC.

«Le Maroc forme chaque année près de 2800 ingénieurs, l'Iran environ 34.500, les États-Unis 340.000 et la Chine près de 1,4 million», a-t-il déclaré, avant d'évoquer les résultats qu'il attribue à la Faculté polytechnique de l'Université de Kinshasa pour l'année académique 2024-2025. Selon ses propos, sur 80 étudiants, aucun n'aurait été admis à l'issue de la première session. À travers cette comparaison, l'opposant a plaidé pour une réévaluation de la formation scientifique et technologique en RDC.

Son intervention met en lumière un enjeu central: faire de la paix un socle de stabilité et de justice, mais aussi une occasion de renforcer les capacités de la jeunesse congolaise.

Pour Fayulu, le développement durable du pays passe notamment par l'investissement dans le savoir, la formation des ingénieurs et la valorisation de l'intelligence nationale.

Prisca B.

EDITEUR
DIRECTEUR GÉNÉRAL
René Kanzuku
+243 821366666

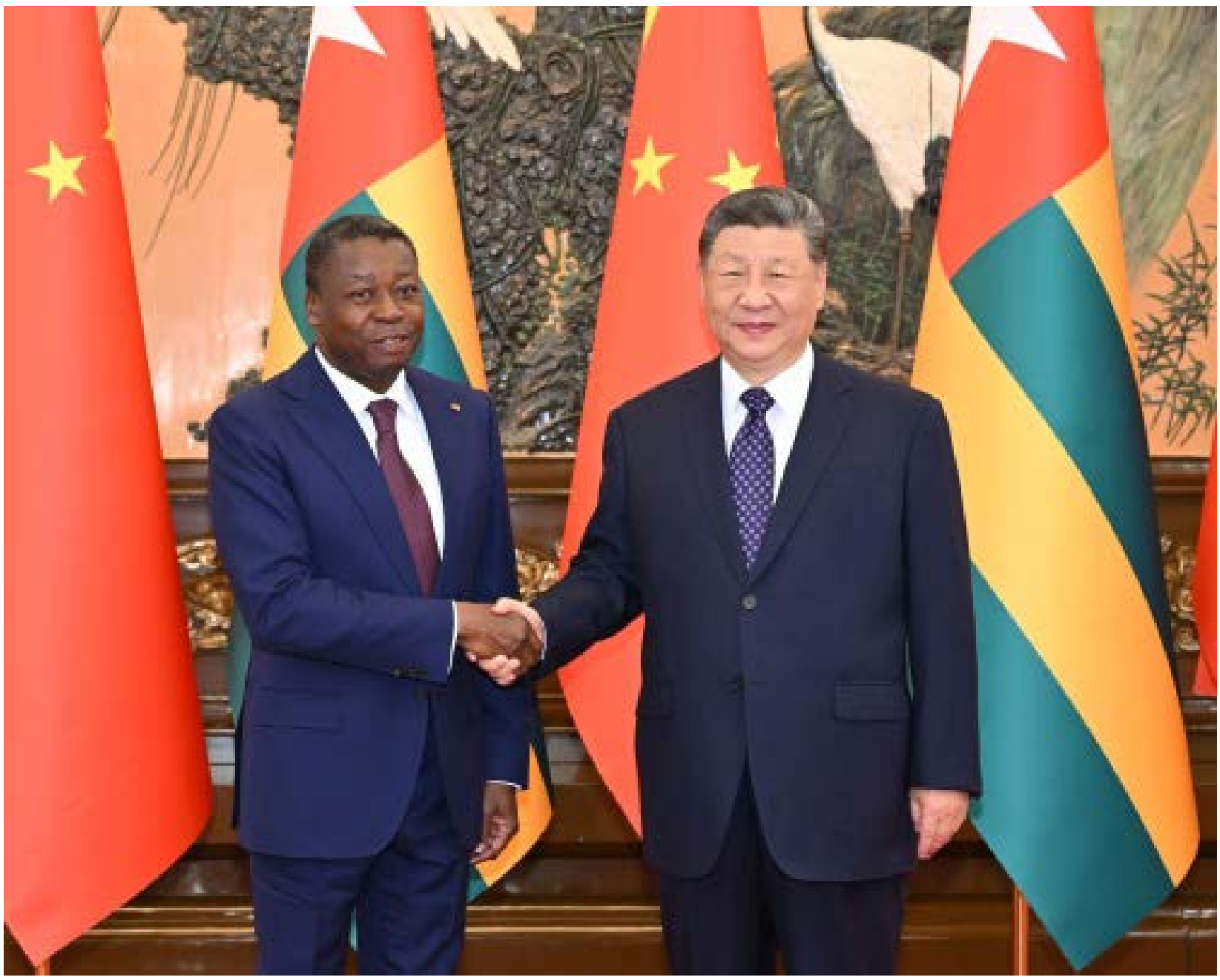
DIRECTEUR DE PUBLICATION
Landry Gombo B.
DIRECTEUR DE RÉDACTION
Schilo Tshitenga
+243 822950000
REDACTEUR EN CHEF
Justice Kangamina M.

RÉDACTION CENTRALE
Blaise Bonduku
Myrthe Ekuba
Auxense Katasa
Prisca Bamenga
Hervie Kiala
Blaise Puala
(en congé)
Christelle Luyindula
(en congé)
Landry Gombo
Loudie Mukumbi
Rabby Lokate
Rhudy Mialoundama
(en congé)
Sarah Gere
Schilo Tshitenga

CORRESPONDANTS
Anicet Cito
(Nord-Kivu)
Isidoros Karderinis
(Athènes Grèce)
Elysée Mutingwa
(USA-Indianapolis)
Joël Konalowo (Tshopo)
Thierry Bahati Rafiki
(Ituri)
TECHNIQUES ET LOGISTIQUES
Alba Ngalula
MARKETING/COMMERCIAL
Prisca Bamenga
DESIGN&LAYOUT
E-Wink
+243 903064750
WEBMASTER
Schilo Citeng
Finances/DigitalCom
Schilo Citeng
ADRESSE
Av. Nkuka N°15
Mont-Ngafula

www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -www.leregard.info -

Crises en Afrique: Xi Jinping plaide pour des solutions africaines et durables



Le président chinois, Xi Jinping, a appelé à privilégier des approches fondées sur le dialogue, le respect de la souveraineté des États et la recherche de solutions durables pour résoudre les conflits en Afrique. Il a présenté cette position mardi 13 octobre 2026, lors d'une rencontre à Pékin avec Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil des ministres du Togo, en visite officielle en Chine, rapporte xinhuanet.

Dans son intervention, le dirigeant chinois a insisté sur la nécessité de laisser aux Africains un rôle central dans la gestion des crises qui touchent leur continent. Il a également rappelé l'importance du respect de la Charte des Nations unies, de l'intégrité territoriale des pays concernés et des principes de justice dans la recherche de solutions aux conflits.

Pour Xi Jinping, la multiplication des affrontements et le recours aux sanctions unilatérales ne permettent pas, à eux seuls, de régler durablement les différends. Il préconise plutôt des négociations fondées sur le respect mutuel, les consultations et la recherche de compromis.

Le président chinois estime, par ailleurs, que les efforts de paix ne doivent pas se limiter à mettre fin aux violences. Ils doivent aussi s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, en associant les mesures de sécurité immédiates à des perspectives de développement à long terme.

Cette approche intervient alors que plusieurs régions africaines restent confrontées à des défis sécuritaires et politiques qui nécessitent des réponses concertées.

La Rédaction